



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

Accord-cadre n° 2026-004-00-00

**Mise à disposition et entretien de machines à café, ainsi que fourniture
et livraison des consommables pour la présidence de la République**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée :

Articles L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE	3
1.1 – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	3
1.2 – DESCRIPTION SUCCINCTE DU BESOIN.....	3
1.3 – NORMES APPLICABLES.....	3
1.4 – ESTIMATIONS DE CONSOMMATION	3
ARTICLE II – DESCRIPTION TECHNIQUE DES LIVRABLES	4
2.1 – LIVRABLES ATTENDUS.....	4
2.2 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES MACHINES À CAFÉ	4
2.3 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES CONSOMMABLES	6
2.4 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES EMBALLAGES ET CONDITIONNEMENTS DES CAFÉS	7
ARTICLE III – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	7
3.1 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	7
3.2 – INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE DES MACHINES DE TYPES 1 ET 2.....	7
3.3 – INTERVENTIONS DE MAINTENANCE CURATIVE DE TOUTES LES MACHINES.....	8
3.4 – PIÈCES DÉTACHÉES.....	8
3.5 – RAPPORT TECHNIQUE D’INTERVENTION.....	9
ARTICLE IV - ORGANISATION DES PRESTATIONS	10
4.1 – MOYENS HUMAINS	10
4.2 – SUIVI DE LA PRESTATION / ACCOMPAGNEMENT / MODALITÉ DE VALIDATION.....	10
4.3 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL	10
4.4 – LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	10
4.5 – DÉLAIS DE LIVRAISON DES MACHINES ET DES CONSOMMABLES.....	11
4.6 – TRAÇABILITÉ	11
4.7 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE - RSE	12

ARTICLE I – Objet et forme de l'accord-cadre

1.1 – Objet et forme de l'accord-cadre

La direction des opérations (DIROP) de la présidence de la République a notamment en charge la préparation et l'exécution des différents événements se déroulant au bénéfice de la présidence. Pour mener à bien ses missions, le service de l'intendance de la direction des opérations fait appel au besoin à des prestataires externes.

Le présent CCTP concerne la **mise à disposition et entretien de machines à café, ainsi que fourniture et livraison des consommables** pour la présidence de la République.

1.2 – Description succincte du besoin

Les objectifs poursuivis sont d'assurer la mise à disposition et l'entretien de machines à café, ainsi que la fourniture et la livraison des consommables.

Les consommables sont constitués de cafés à grains, cafés moulu, café en dosettes individuelles (ou pods), de sachets de thés et autres petits produits d'accompagnement (exemples : chocolats individuels, sucre, etc.), accessoires (exemple : filtres, etc.) et produits d'entretien (exemple : adoucisseurs, etc.).

Il s'agit d'un modèle hybride.

IMPORTANT : Concernant les machines à capsules (ou pods) : le prix d'achat des consommables inclut : la fourniture des consommables commandés, la location des machines, et les prestations de suivi et de maintenance.

La location des machines n'est pas facturée. Seul le prix d'achat des consommables présents dans l'annexe financière, sur catalogue ou sur devis sont facturés.

Il s'agit d'un modèle de mise à disposition.

IMPORTANT : Concernant les machines en grains : le prix d'achat des consommables de type café en grains, inclut uniquement la fourniture et livraison des consommables commandés.

La location des machines, et les prestations de suivi et de maintenance sont facturées à part.

Il s'agit d'un modèle de location annuelle et de maintenance associée.

1.3 – Normes applicables

L'ensemble des prestations fournies par le titulaire doit répondre aux dispositions de la réglementation sanitaire française et européenne, présente et à venir, soit générale, soit particulière.

Par ailleurs, le titulaire doit pouvoir à tout moment, sur demande de la présidence de la République, justifier des contrôles effectués par lui sur les produits en amont de la fabrication ; choix des produits, vérification des transports et livraisons, contrôle de conformité des produits, etc.

1.4 – Estimations de consommation

Les consommations estimées annuelles sont les suivantes :

- 230 000 capsules de cafés (de type dosette / pods) par an ;
- 650 kilogrammes de café grains par an.

Ces estimations sont transmises à titre informatif et prévisionnel. Elles sont non contractuelles. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité en cas de variation à la hausse ou à la baisse de ces estimations.

ARTICLE II – Description technique des livrables

2.1 – Livrables attendus

La liste des livrables attendus est indiquée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Pour des besoins spécifiques, des commandes pourront être réalisées sur devis ou sur catalogue conformément aux dispositions du CCAP (exemples : autres machines, autres références de cafés, de thé, de produits d'accompagnement, d'accessoires et produits d'entretien).

Les caractéristiques détaillées de tous les consommables sont indiquées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement et dans l'article 2.3 du présent CCTP. Les caractéristiques techniques des machines sont indiquées dans l'article 2.2 du présent CCTP.

Le titulaire doit être en mesure de proposer les machines et consommables décrits dans son offre pendant toute la durée du marché.

2.2 – Caractéristiques techniques des machines à café

Dans le cadre du présent marché, le titulaire met à disposition de l'administration des modèles de machines à café, à usage professionnel, répondant aux spécifications techniques suivantes :

Machine type 1 – Machine automatique à programmes multiples :

- **Type de machine** : machine automatique à capsule à programmes multiples professionnelle.
- **Alimentation en eau** : branchée sur réseau d'eau et équipée d'un adoucisseur.
- **Débit** : Un (1) groupe triple, soit une (1) fois trois tasses = 3 becs différents minimum (*Nota : le titulaire a la possibilité de fournir une machine disposant de deux (2) groupes doubles, soit deux (2) fois deux (2) tasses = 4 becs différents*).
- **Type de café** : capsules (pod).
- **Fonctions autres** : présence d'un distributeur d'eau chaude et d'une buse vapeur.
- **Capacité de stockage** : la partie supérieure de la machine doit pouvoir accueillir une cinquantaine de tasses à café.
- **Modèle économique** : Mise à disposition gratuite (coût de location intégré dans le coût du café capsule).

Nombre estimatif, prévisionnel et non contractuel de machines de type 1 à livrer : environ 4

Machine type 2 – Machine automatique à grains :

- **Type de machine** : Machine automatique à grain professionnelle.
- **Alimentation en eau** : branchée sur réseau d'eau, équipée d'un adoucisseur et équipée d'un réservoir d'eau.
- **Débit** : un (1) groupe double minimum, soit une (1) fois deux (2) tasses minimum ;
- **Type de café** : grains.
- **Fonctions autres** : présence d'un distributeur d'eau chaud, d'un réservoir grain café. Présence non souhaitée d'un équipement de type « lait ».
- **Modèle économique** : Location annuelle facturée par machine.

Nombre estimatif, prévisionnel et non contractuel de machines de type 2 à livrer : entre 4 et 20

Machine type 3 – Petite machine à capsules :

- **Type de machine** : Machine à capsules professionnelle.
- **Alimentation en eau** : réservoir entre 0,7L et 1,5L.
- **Type de café** : capsules ou pods.
- **Fonctions autres** : réservoir de capsules usagées.
- **Modèle économique** : Mise à disposition gratuite (coût de location intégré dans le coût du café capsule).

Nombre estimatif, prévisionnel et non contractuel de machines de type 3 à livrer : entre 45 et 60
--

Machine type 4 – Moyenne machine à capsules :

- **Type de machine** : Machine à capsules professionnelle.
- **Alimentation en eau** : réservoir entre 1L minimum et 3L maximum.
- **Type de café** : capsules.
- **Fonctions autres** : réservoir de capsules usagées, distributeur d'eau chaude.
- **Modèle économique** : Mise à disposition gratuite (coût de location intégré dans le coût du café capsule).

Nombre estimatif, prévisionnel et non contractuel de machines de type 4 à livrer : environ 70
--

Exigences générales (applicables à toutes les machines) :

- Les machines installées doivent être **neuves** ou dans un état proche du neuf. En cas d'achat de machine à café, la présidence peut exiger que la machine soit neuve.
- Les machines doivent disposer d'un **système de dosage ou de programmation électronique** en fonction de la préparation garantissant un calibrage précis de l'eau et des produits solubles en obtenant toujours une boisson savoureuse et onctueuse dans la tasse et une excellente qualité de goût ;
- La confection des boissons doit être **aisée en nombre de manipulations** ;
- Chaque machine doit être équipée d'un **revêtement adhérent** ;
- Chaque machine doit être équipée d'un **système d'alerte au détartrage** à effectuer ;
- Chaque machine doit être **facile à nettoyer, à désinfecter et à détartrer, équipée d'un système de rinçage automatique** ;
- Les machines doivent respecter les contraintes techniques et d'environnement (espace restreint, bruit réduit, économie d'énergie en mode veille, etc.).
- **ENVIRONNEMENT/RSE** : De manière générale, la prise en compte de l'environnement est assurée au maximum dans les processus de fabrication et de livraison des machines.
- Les équipements proposés seront munis de tous les accessoires nécessaires à leur bonne utilisation.
- Le titulaire s'engage à assurer la maintenance et l'entretien des machines (selon les dispositions décrites à l'article 3 du présent CCTP).
- L'ensemble du matériel proposé fait l'objet d'un marquage « CE » et est conforme aux normes et règlements en vigueur, de façon à garantir une sécurité alimentaire et sanitaire aux utilisateurs.

Installation des machines :

- Le titulaire doit prendre en compte de l'espace disponible pour l'installation de chaque machine.
- L'installation et la mise en service seront effectuées au démarrage du présent accord-cadre sur les différents sites mentionnés au présent CCTP après réception du bon de commande.
- Lors de la livraison des machines, le titulaire procède à leur installation et à leur mise en service. Il achemine et dispose l'équipement à l'emplacement désigné par le représentant de la présidence. Il procède à leur raccordement aux différents réseaux et procède à l'alimentation des réservoirs le cas échéant. Le titulaire procède à l'installation et la mise en service des machines au plus tard à la date communiquée par la présidence suite à la notification du bon de commande afférent. Lors de la mise en service des machines, le titulaire réalise notamment les étapes de réglage et d'amorçage.

Nombres de machines composant le parc :

- Le nombre de machine à fournir pourra être amené à évoluer en fonction de nouveaux sites et des quantités complémentaires de consommables pourront être ajoutées selon l'évolution à la hausse des besoins.
- Inversement, des machines pourront être enlevées avant l'échéance de l'accord cadre. Dans ce cas, la machine sera alors reprise par le titulaire dans le délai maximum de 2 jours ouvrés après qu'il en ait été informé.

2.3 – Caractéristiques techniques des consommables

Le titulaire s'engage à fournir au service l'intendance de la présidence de la République des consommables définis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Cette liste n'est pas exhaustive

Le titulaire doit être en mesure de fournir en location une large gamme de produits rentrant dans la famille de produits « cafés » :

- Café en grains, café en capsules (ou pods), café moulu ;
- Thé et chocolat en poudre ;
- Produits d'accompagnement (carrés de chocolats, gâteaux à café, dosettes de sucre) ;
- Accessoires pour les machines (exemple : filtres, etc.)
- Produits d'entretien pour les machines (exemple : adoucisseurs, etc.).

Cette liste n'est toutefois pas exhaustive.

Si un équipement rentrant dans la famille précitée ne figure pas dans l'annexe financière, celle-ci pourra être commandée sur catalogue ou sur devis conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Exigences générales (applicables à toutes les produits) :

- Date de fabrication et de conservation : la date limite de consommation DLC ou date limite d'utilisation optimale DLUO doit être au moins égale au deux tiers (2/3) de la durée totale de conservation ou d'utilisation totale.
- Les produits consommables livrés pendant l'exécution de l'accord cadre sont les mêmes que ceux présentés en dégustation (échantillons) et dont les fiches techniques ont été communiquées pendant la procédure d'attribution de l'accord cadre.
- Le titulaire informe la présidence, au minimum 2 mois avant leur date d'application, des modifications (changement de références et/ou de conditionnement) qu'il entend apporter. Dans la mesure où ces changements ne remettent pas en cause l'économie générale de l'accord cadre, l'intendance pourra accepter la modification sans avoir à conclure un avenant.

Exigences spécifiques relatives aux cafés :

- ENVIRONNEMENT/RSE : Le titulaire doit être en mesure de proposer une gamme de cafés labellisés « bio » ou « agriculture biologique » ou « bio équitable » ou tout autre label environnemental.
- Les capsules sont à usage professionnel ou semi professionnel.

2.4 – Caractéristiques techniques des emballages et conditionnements des cafés

Afin de respecter une hygiène parfaite, aucun élément ne devra se trouver sans une protection adéquate lors des opérations de stockage et de transport.

- Le conditionnement est le premier contenant du produit, il doit être clos.
- L'emballage doit être différent du conditionnement. L'emballage est la protection du produit pour le stockage, la manutention et le transport, il est adapté à chaque type de produits
- Le conditionnement et l'emballage doivent être rédigés en langue française
- L'étiquetage doit être conforme à la réglementation.
- **ENVIRONNEMENT/RSE** : Tous les produits seront livrés de préférence dans des conditionnements éco-responsables : biodégradables ou bio-compostables.

Seront refusées à la livraison les produits présentant les aspects suivants :

- Les emballages en plastiques.

ENVIRONNEMENT/RSE : le café de type capsule / pod et le café de type grain ne doivent pas être contenus dans un emballage plastique, que cela soit le premier contenant en contact direct avec le café, ni le conditionnement global.

- Les emballages des consommables, « cabossés ou pliés » ; présentant des fuites, des suintements ou des coulures ; présentant une anomalie de serti ; sans étiquettes ou avec étiquettes détériorées ou illisibles ;
- Tout produit présentant une date limite de consommation ou une date limite d'utilisation optimale dépassée ou avec un délai inférieur aux 2/3 de la durée totale de conservation ou d'utilisation ;
- Tout produit non conforme à la commande.

ARTICLE III – Description technique des prestations de maintenance

3.1 – Modalités d'exécution des prestations de maintenance

Le titulaire propose une formule de contrat de maintenance « tous risques, pièces, main d'œuvre et déplacement », incluant la maintenance préventive et les dépannages.

➤ Durée de l'engagement de maintenance

Le contrat de maintenance, prend effet à partir de la mise à disposition des machines et demeurera tout au long de l'exécution de l'accord cadre, reconductions comprises.

➤ Lieu d'intervention pour les opérations de maintenance

Les prestations sont exécutées exclusivement aux lieux d'installation des machines, sauf indications contraires portées sur le bon de commande.

➤ Horaires d'intervention

Les interventions des techniciens du titulaire ont lieu du lundi au vendredi de 8h00 à 19h00 (samedis, dimanches et jours fériés exclus).

3.2 – Interventions de maintenance préventive des machines de types 1 et 2

Cet article ne s'applique qu'aux machines à café automatiques de type 1 et de type 2.

Le titulaire de l'accord cadre doit avoir arrêté, en concertation avec la présidence, la date de son intervention de maintenance préventive. Le planning devra être communiqué 1 mois avant la première visite.

Le titulaire fournit aux services prescripteurs un planning précis des interventions de maintenance 5 jours ouvrés avant le début des opérations.

Le titulaire se charge de l'entretien, le nettoyage (intérieur et extérieur) et la désinfection conformément aux règles d'hygiène en vigueur. Pour ce faire le titulaire utilise des produits de nettoyage adéquats et des pastilles détergentes pour tout type de machine. Des contrôles sur la qualité du nettoyage sont effectués par la Présidence de la République.

La fréquence de visite pour la maintenance préventive des machines de type 1 et de type 2 est mensuelle (1 visite par mois).

3.3 – Interventions de maintenance curative de toutes les machines

Le service de l'Intendance est seul habilité à demander une intervention technique de maintenance curative sur les sites mentionnés dans le présent CCTP.

Le titulaire procède à l'enregistrement des informations utiles à son intervention (équipement en cause, défaut constaté, type de panne, nom et fonction du demandeur, date et heure de l'appel, autres informations). Ces informations doivent permettre une prise en charge rapide et efficace des dysfonctionnements ou problèmes rencontrés. Le titulaire enregistre de plus et de façon obligatoire le numéro d'identification de la machine sur laquelle il doit intervenir, ce numéro restitué sur le rapport d'intervention permet au service de l'intendance d'assurer la traçabilité des interventions.

Les dépannages devront s'effectuer dans les meilleurs délais.

Un appareil de prêt doit pouvoir être mis à la disposition du site en panne pendant toute la durée de l'indisponibilité de l'équipement.

Les délais à respecter pour la prise en compte de la demande d'intervention (GTI) puis de la résolution (GTR) de l'incident sont les suivants :

- **Garantie de Temps d'Intervention - GTI** : délai que le titulaire garantit à la présidence de la République pour prendre en compte l'intervention nécessaire à la résolution du problème.
 - **Délai de GTI = T0 + 24 heures ouvrées**
- **Garantie de Temps de Résolution - GTR** : délai que le titulaire garantit à la présidence de la République pour résoudre le problème.
 - **Délai de GTR = T0 + 48 heures ouvrées**
- **T0** : est le jour et l'heure de la prise d'appel de l'administration.

Les délais sont en heures ouvrées (lundi au vendredi de 8h00 à 19h00 ; samedis, dimanches et jours fériés exclus).

Gestion simplifiée des machines de type 3 et 4 : le titulaire a la possibilité de mettre à disposition de la Présidence une ou plusieurs machines de dépannage en cas de panne. La Présidence procède alors elle-même au remplacement de la machine défectueuse par la machine de dépannage. Lors de la visite suivante du titulaire, ce dernier récupère la machine en panne et la remplace par une machine en bon état de fonctionnement.

3.4 – Pièces détachées

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à fournir les pièces de rechange pendant toute sa durée. En outre, les pièces homologuées ou bénéficiant du marquage CE devront être remplacées par des pièces compatibles ayant elles-mêmes été marquées CE. Pour toutes les pièces, les caractéristiques techniques devront être conformes à la préconisation du constructeur et aux normes françaises, européennes ou ISO en vigueur.

3.5 – Rapport technique d'intervention

Toute intervention donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un **rapport technique d'intervention** qui atteste que les opérations prévues dans le présent accord-cadre ont bien été effectuées.

Ce rapport signale les interventions faites à l'initiative du titulaire, les heures de début et de fin de ces interventions, ainsi que les pièces de rechange utilisées.

Le rapport technique d'intervention comporte, s'il y a lieu, des observations telles que : anomalies constatées, usure de certaines pièces, risques de détérioration, état du matériel après intervention, intervention supplémentaire à réaliser...

Après intervention, le rapport technique est immédiatement présenté au responsable du service de l'intendance ou son représentant, et visé par ce dernier afin d'attester la réalité de l'exécution des prestations.

Avant son départ du site, le technicien du titulaire doit :

- Laisser une information claire sur l'état de la réparation ;
- Laisser propres l'équipement et son environnement.

3.6 – Bilan annuel des interventions de maintenance

À l'occasion de la date d'anniversaire annuelle de l'accord cadre, le titulaire communique au responsable du service de l'intendance, **le bilan annuel des interventions de maintenance**.

Ce bilan comporte la liste des interventions préventives et corrective effectuées ;

- nature du dysfonctionnement,
- date d'intervention,
- site concerné,
- machine concernée,
- réparation effectuée et/ou pièces détachées changées.

Le bilan annuel est transmis au plus tard 30 jours calendaires après la date anniversaire du marché.

3.7 – Retour en atelier et mise à disposition d'une machine de prêt

Les machines pourront faire l'objet d'un retour pour tout ou partie dans un des ateliers du titulaire pour y subir des opérations qui ne pourraient pas être réalisées sur l'un des sites de la présidence. Cette modalité d'intervention ne pourra donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Le titulaire sera responsable de l'équipement dès lors qu'il en prendra possession.

Il devra mettre à la disposition de la Présidence et à titre gracieux un matériel équivalent pour la durée d'indisponibilité de l'équipement et veillera à prendre toutes dispositions nécessaires afin de ne pas entraver le bon fonctionnement du service utilisateur.

En cas d'indisponibilité d'une machine pour cause de maintenance pour une durée de plus de 72 heures, le titulaire met à disposition de la présidence un modèle de remplacement de gamme équivalente ou supérieure dans un délai de 48 heures à compter de l'intervention.

3.8 – Assistance technique téléphonique et désignation d'un interlocuteur

La présidence de la République fait appel à :

- un interlocuteur unique désigné par le titulaire (voir ci-après) ;
- une assistance téléphonique du titulaire qui transmettra alors toute aide utile en vue d'améliorer le fonctionnement des équipements ou de remettre en service celui-ci dans les meilleurs délais.

ARTICLE IV - Organisation des prestations

4.1 – Moyens humains

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire doit mettre à disposition des moyens humains disposant des compétences nécessaires, en nombre suffisant. La conduite de chaque projet est placée sous la responsabilité d'un **interlocuteur unique** désigné par le titulaire.

Son rôle est de veiller :

- au bon ordonnancement et à la bonne répartition des tâches ;
- au respect du cahier des charges ;
- au respect des obligations contractuelles de moyens et de résultats ;
- au respect des délais ;
- au respect de l'intégrité, de la cohésion et de la fiabilité des réalisations.

La présidence se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement immédiat de tout ou partie de ses intervenants (pour insuffisance des moyens mis en œuvre au vu des résultats obtenus). En ce cas la présidence n'est pas tenue de faire connaître au titulaire les motifs de sa décision.

Le service de l'intendance de la direction des opérations (DIROP) de la présidence de la République est l'interlocuteur du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations.

4.2 – Suivi de la prestation / accompagnement / modalité de validation

La présidence souhaite disposer d'un accompagnement de qualité.

L'interlocuteur unique de la présidence de la République dispose d'une complète connaissance des contraintes de la Présidence. Le titulaire et son représentant doivent pouvoir être joints immédiatement par téléphone ou tout autre moyen de communication.

Les horaires de travail s'étendent en général de 08h00 à 20h00.

Statistiques de consommation : À l'occasion de la date d'anniversaire annuelle de l'accord cadre, le titulaire communique aux services de la présidence de la République les quantités commandées par mois tout au long de l'année écoulée.

4.3 – Calendrier prévisionnel

Les dates de réalisation des prestations seront communiquées par la présidence dans les bons de commande.

4.4 – Lieux et conditions de livraison

Le transport, le déchargement, la manutention ainsi que l'évacuation des emballages seront exclusivement à la charge du titulaire.

Lieux de livraisons des machines : les matériels seront à livrer à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

A titre indicatif, les livraisons des machines seront réalisées aux adresses suivantes :

- Palais de l'Elysée situé 55, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.
- Sites des 2 et 4 rue de l'Elysée - 75008 Paris.
- Palais de l'Alma situé 11, quai Branly - 75007 - Paris.
- Hôtel de Marigny situé 23 avenue de Marigny - 75008 Paris.
- Pavillon de la Lanterne situé dans le jardin du château de Versailles - 78000 – Versailles.

La présidence s'engage à notifier au titulaire tout changement éventuel d'emplacement.

Pendant la durée de l'accord cadre, afin de favoriser un taux d'usure homogène entre divers appareils identiques, il pourra être effectué à la charge du titulaire, un changement de localisation des appareils.

Lieux de livraisons des consommables : les consommables seront à livrer à l'adresse indiquée sur le bon de commande.

Les consommables seront principalement livrés au Palais de l'Elysée situé 55, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Installation des machines : La mise en place s'entend comme l'installation en ordre de marche des matériels par un technicien agréé par le titulaire.

Conditions de livraison : le titulaire a la charge de toutes les formalités relatives aux livraisons. Le titulaire déclare disposer pour ses véhicules et les moyens logistiques de l'ensemble des agréments et certifications nécessaires. Il devra, avant toute livraison, prendre contact avec la personne responsable de la réception indiquée sur le bon de commande afin de fixer conjointement la date et l'heure de livraison.

Bon de livraison : chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison détaillé et chiffré mentionnant :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro et l'objet de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- le montant de la commande livrée, article par article HT et TTC ;
- le nom et la référence des produits ;
- les quantités livrées ;
- le nombre de colis ;
- la date de livraison ;
- l'adresse et le lieu de livraison.

4.5 – Délais de livraison des machines et des consommables

Les prestations seront commandées par la présidence, dès la survenance d'un besoin.

- Le délai de livraison pour la livraison initiale des machines (pods et/ou à grains) en début de marché est celui indiqué par le titulaire dans son offre, sous réserve d'être inférieur à un (1) mois calendaire à compter de la demande.
- Le délai de livraison des consommables à la réception du bon de commande est de 2 jours ouvrés.
- Le délai de livraison d'une nouvelle machine à la réception du bon de commande est de 2 jours ouvrés.

Il est entendu que les délais de fabrication, de préparation ou de commande sont inclus dans le délai global d'exécution des prestations. Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'article 9.1 du CCAP.

En cas de retard, le titulaire devra prévenir la présidence.

En cas d'oubli ou d'erreur de livraison une livraison complémentaire devra être effectuée dans un délai de 24 heures qui suivent l'appel de la présidence.

4.6 – Traçabilité

Le titulaire doit être en mesure de fournir, à la demande de la Présidence de la République tous les documents permettant de garantir une traçabilité complète des denrées au-delà de tout document obligatoire fourni pour la traçabilité. La provenance exacte de certaines denrées doit être précisée. A cette fin le titulaire fournira une liste de ses fournisseurs, liste qu'il s'engage à actualiser à chaque changement.

Lors de la communication des produits, le Titulaire devra mentionner en annexe les labels, appellation, provenance, et valeur nutritive des produits.

4.7 – Clause environnementale - RSE

Produits éthiques : Le titulaire propose des produits éthiques, durables. Il met en œuvre des mesures de lutte contre la déforestation importée. A ce titre, il propose des produits issus de parcelles et d'exploitations n'engendrant pas de nouvelle déforestation. Le titulaire doit être en mesure d'apporter tout justificatif garantissant la traçabilité et attestant de l'origine durable du produit, notamment par une certification ou une labellisation reconnue.

Optimisation des livraisons / engagements environnementaux : Le titulaire veille à optimiser ses livraisons et dans la mesure du possible à livrer plusieurs sites sur une même tournée. En outre, le titulaire est également tenu au respect des engagements environnementaux pris dans le cadre de son offre ainsi qu'aux exigences législatives et réglementaires en vigueur en la matière pour les prestations qu'il réalise dans le cadre du présent marché. En cas de manquement à ces obligations, le titulaire se verra appliquer une pénalité décrite dans le CCAP.

Emballages-colisage : Le titulaire évite les emballages et conditionnement superflus. Les produits nécessitant un emballage doivent être livrés de préférence en emballage réutilisable. A défaut, les emballages perdus des produits doivent être en cartons recyclés et recyclables. La taille de l'emballage de chaque produit ne doit, de préférence, pas excéder 1,5 fois la taille du produit en question. Le titulaire veille à limiter, voire supprimer, l'utilisation des plastiques et autres emballages perdus. Dans le cas de livraison sur palette, le titulaire s'engage à reprendre la palette en bois lors de la livraison. Dans le cas d'une livraison en emballages perdus, le livreur doit ôter le film protecteur de la palette ou du colis, récupérer la palette et le film protecteur et faire signer le Bon de Livraison au responsable de la réception des articles. Plus globalement, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche de recyclage des emballages repris lors des livraisons.

Motorisation des véhicules de livraison : le parc servant à l'exécution des prestations doit comprendre de préférence des véhicules fonctionnant notamment à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques). Ces véhicules répondent aux dispositions spécifiques de la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie du 30 décembre 1996 (LAURE). À défaut, les véhicules respectent les prescriptions des normes EURO 5 et EURO 6. A minima, ils respectent les prescriptions de la norme EURO 5 définie par le règlement (CE) n°715/2007. L'utilisation de l'essence est préférée au gasoil.